ASSEMBLÉE NATIONALE

23 mai 2024

ACCOMPAGNEMENT DES MALADES ET FIN DE VIE - (N° 2634)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 2223

présenté par

M. Delautrette, Mme Battistel, M. Aviragnet, M. Baptiste, M. Mickaël Bouloux, M. Philippe Brun, M. David, M. Delaporte, M. Echaniz, M. Olivier Faure, M. Garot, M. Hajjar, Mme Jourdan, Mme Karamanli, Mme Keloua Hachi, M. Leseul, M. Naillet, M. Bertrand Petit, Mme Pic, Mme Pires Beaune, Mme Rabault, Mme Rouaux, Mme Santiago, Mme Thomin et M. Vicot

ARTICLE 8

Rédiger ainsi l'alinéa 3 :

« Lorsque la personne est atteinte d'une maladie altérant gravement son discernement lors de la démarche de demande d'aide à mourir, la personne de confiance désignée dans ses directives anticipées, rédigées ou confirmées depuis moins de trois ans et dans lesquelles la personne a expressément formulé le souhait de bénéficier d'une aide à mourir, peut témoigner de la volonté de la personne. Dans ce dernier cas, l'article 19 de la loi n° du relative à l'accompagnement des malades et de la fin de vie ne s'applique pas. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à prévoir la prise en compte pleine et entière des directives anticipées lorsqu'une maladie altère gravement le discernement d'une personne dans sa démarche de demande d'aide à mourir.

Refuser la prise en compte des directives anticipées éloignerait les personnes atteintes d'une récente maladie psychiatrique de la possibilité de bénéficier d'une aide à mourir et créerait une rupture de l'égalité. Nous considérons que des directives anticipées, dès lors qu'elles n'apparaissent pas « manifestement inappropriées ou non conformes à la situation médicale », devraient être utilisées lorsque le discernement de la personne qui exprime sa volonté d'une aide à mourir est altéré.

Cet amendement prévoit d'exclure la prise en charge au titre de l'article 19 du projet de loi afin de garantir la recevabilité financière de l'amendement et sa mise en discussion.

Les députés socialistes souhaitent toutefois une prise en charge intégrale de tous les actes relatifs à l'aide à mourir.

Ils invitent le Gouvernement à lever ce gage au cours de la navette parlementaire si cet amendement est adopté.